

Loi nationale de garantie de l'emploi en milieu rural Mahatma Gandhi (MGNREGA)

Amita Sharma

Résumé

Programme d'emploi public mis en œuvre progressivement entre 2006 et 2008.

Garantie fondée sur le droit

Groupe ciblé: Ménages des zones rurales.

Bénéficiaires: 52,5 millions de ménages (2009-2010).

Prestation: Offrir chaque année au moins cent jours d'emploi garanti dans des programmes de travaux publics créateurs de biens et rémunérés au salaire minimum à chaque ménage rural dont les adultes se portent volontaires pour réaliser des travaux non spécialisés, pour l'amélioration de la sécurité des moyens de subsistance.

Mise en œuvre matérielle: Les adultes appartenant à un ménage rural peuvent s'inscrire auprès du *gram panchayat* (autorité locale au niveau des villages et des petites villes) et, en retour, recevoir un permis de travail, qui est le document juridique essentiel à tout ménage pour demander un travail. Dans les quinze jours suivant la demande, un emploi doit être fourni dans un rayon de cinq kilomètres autour du village (si la distance est plus importante, une majoration de 10 pour cent doit être

apportée au salaire) ou une allocation de chômage doit être versée aux frais de l'Etat.

Financement:

Dans le cadre de cette loi, le gouvernement central assure le financement des salaires et les gouvernements des Etats assument les coûts des allocations de chômage.

Informations sur l'auteur

Amita Sharma, fonctionnaire en service discontinu du Service administratif indien née en 1981, actuellement secrétaire adjointe pour la Loi nationale de garantie de l'emploi en milieu rural au ministère du Développement rural.

INTRODUCTION

La Loi nationale de garantie de l'emploi en milieu rural Mahatma Gandhi (*Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act – MGNREGA*) a été votée le 7 septembre 2005 comme «une loi visant à améliorer les moyens de subsistance des ménages vivant dans les zones rurales du pays en offrant à chaque ménage la garantie d'au moins cent jours d'emploi salarié par année fiscale».

Les objectifs de la MGNREGA sont:

- d'offrir des perspectives d'emploi salarié;
- de créer des moyens de subsistance durables en milieu rural en régénérant les ressources naturelles disponibles, c'est-à-dire en augmentant la productivité et en appuyant la création d'actifs durables; et
- de renforcer la gouvernance rurale par la décentralisation et des processus de transparence et d'imputabilité.

La MGNREGA a été mise en œuvre progressivement dans 200 districts, où la première phase a démarré le 2 février 2006, suivie par 130 autres districts en avril 2007, avant d'entrer en vigueur dans les districts restants le 1^{er} avril 2008. Elle est maintenant effective dans les zones rurales de tout le pays et couvre 619 districts. Les étapes de mise en œuvre ont été décidées selon le critère du niveau de développement, fondé sur un mélange d'indices démographiques, sociaux et économiques comme le pourcentage de populations appartenant à des *Scheduled tribes* (tribus défavorisées) et à des *Scheduled castes* (castes défavorisées), la productivité agricole du district et les salaires minimums indiqués au préalable pour les travailleurs agricoles des différents Etats.

GENÈSE DE LA POLITIQUE

Si la MGNREGA a amorti la crise économique récente dans les zones rurales, ce n'était pas une réponse à une crise particulière. C'était plutôt l'un des pans d'une politique gouvernementale de longue haleine intégré dans le rôle de l'Etat en matière de réduction de la pauvreté. Alors que la pauvreté en Inde est passée de 36 pour cent en 1993-1994 à 28 pour cent en 2004-2005, près de 300 millions de personnes (soit 27,5 pour cent de la population) vit toujours dans une situation de pauvreté chronique avec moins d'un dollar par jour. Le chômage et le chômage technique forcé pour les travailleurs agricoles sont de 104 jours par an (76 jours pour les hommes et 141 jours pour les femmes)ⁱ. Environ 73 pour cent des personnes pauvres vivent en milieu rural, plus de 77 pour cent de la population active indienne est rurale et 85 pour cent des femmes actives vivent en milieu rural.

La pauvreté est répartie de manière très inégale: les castes et les tribus défavorisées, ainsi que les ménages ayant une femme à leur tête, sont les plus touchés. L'exploitation des ressources naturelles de base au cours des cinquante dernières années a eu pour conséquences de terribles catastrophes naturelles qui ont affecté la productivité agricole et les perspectives d'emploi en milieu rural.

La pauvreté croissante et le chômage ont conduit à la fragmentation des terres et à une hausse conséquente du nombre de travailleurs agricoles, qui est passé de 56 millions en 1981 à 107 millions en 2008. Dans le même temps, la part de lots de terrains cultivables appartenant à des exploitants petits ou marginaux est passée de 70 pour cent en 1971 à 82 pour cent en 2001.

La réponse politique à la pauvreté et aux inégalités a été la croissance inclusive. L'architecture de la croissance inclusive consiste à donner la priorité à des zones de résultats clés par le biais de programmes importants visant à offrir des résultats rapidement, à savoir des infrastructures (routes rurales, logements, électricité, eau et assainissement), le développement du capital humain par l'éducation de base, et l'amélioration de la santé et des moyens de subsistance par le biais de la formation continue, de la génération de revenus et particulièrement d'un programme d'emploi public (ici, la MGNREGA). De plus, l'intérêt pour des mesures de sécurité sociale, comme les pensions de retraite et l'assurance-maladie, ne fait qu'augmenter.

Il y a aussi eu une révolution conceptuelle vers des politiques fondées sur les droits, comme la Loi sur le droit à l'information de 2005, la MGNREGA de 2005, la Loi sur les droits à la forêt en 2009 et plus récemment la Loi sur le droit à l'éducation de 2009 ainsi que la Loi pour la sécurité alimentaire (en préparation). Celles-ci reconnaissent les besoins fondamentaux de développement comme des droits que peuvent revendiquer tous les citoyens, engagent les ressources gouvernementales et réforment même certains des systèmes en place.

La MGNREGA a évolué à contrecourant du contexte de pauvreté et d'inégalité persistantes et est intégrée dans l'architecture politique de croissance inclusive et de politiques fondées sur les droits, mettant au premier plan les obligations de l'Etat *sous forme de lois*. En 2004, l'Alliance progressiste unie (*United Progressive Alliance – UPA*), une coalition gouvernementale dirigée par le Parti du congrès, a voté la promesse suivante dans son programme minimum commun: «le gouvernement de l'UPA promulguera immédiatement une Loi nationale de garantie de l'emploi. Celle-ci permettra d'offrir chaque année à chaque ménage rural au moins cent jours d'emploi dans des programmes de travaux publics créateurs de biens et rémunérés au salaire minimum.»

Le gouvernement de coalition UPA, profitant d'une majorité confortable au Congrès, est revenu au pouvoir en 2009, renforçant son engagement pour une croissance inclusive et ses programmes en faveur des personnes pauvres, ce qui a été suivi de façon manifeste par la

MGNREGA. Une analyse indépendante a identifié la MGNREGA comme un facteur déterminant du retour au pouvoir du parti du Congrès avec plus de puissance, soulignant le fait que les politiques publiques qui se concentrent sur les groupes vulnérables par le biais de programmes de protection sociale stimulent le développement équitable et les retombées politiques positives.

CONCEPTION DE LA MGNREGA: ENTRE CONTINUUM ET INNOVATION

Les programmes d'emploi public ne datent pas d'hier en Inde, où ils répondent aux besoins quotidiens de subsistance des travailleurs temporaires, qui constituent la majeure partie de la population active rurale. Les programmes de génération de revenus dépendent d'articulations et de marchés extérieurs, et il faut du temps avant d'en voir les retombées. Les moyens de subsistance supplémentaires apportés par les programmes d'emploi public créent du travail productif et de la sécurité sociale. La conception de la MGNREGA a bénéficié de l'expérience des programmes d'emploi public passés, faisant appel à l'action des travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre, aux salaires et à l'autosélection. La caractéristique fondamentalement innovante de la MGNREGA est qu'elle offre une garantie juridique et un cadre fondé sur les droits. Cela garantit également la durabilité du programme.

Le cadre fondé sur les droits de la MGNREGA comporte les composantes clés suivantes: droits des travailleurs, transparence, imputabilité et emplois productifs respectueux de l'environnement.

DROITS DES TRAVAILLEURS

- **L'autosélection:** aucun critère d'éligibilité ou compétences particulières n'est requis.
- **Un principe fondé sur la demande:** tous les ménages ruraux prêts à réaliser des travaux manuels non qualifiés peuvent s'inscrire auprès de leur *gram panchayat* (autorité locale au niveau des villages et des petites villes) afin d'être éligibles pour obtenir un emploi dans le cadre de la Loi. Suite à leur inscription, les candidats peuvent obtenir un permis de travail, qui permet à tout travailleur de demander un travail. Ce dernier sert également de registre des droits des travailleurs. Pour obtenir un emploi dans le cadre de la MGNREGA, le titulaire du permis doit faire une demande écrite d'emploi auprès du *gram panchayat* ou du fonctionnaire en charge du programme au niveau du quartier en précisant la période pour laquelle il recherche un emploi.
- **Une garantie de délais d'exécution limités dans le temps:** la candidature du travailleur à un emploi est validée par un reçu daté émis par l'autorité locale du village, le *gram*

panchayat ou le fonctionnaire en charge du programme. Cela démarre le processus de garantie de réponse à la demande. Le droit à l'emploi est garanti dans des délais précis: quinze jours pour attribuer un emploi, quinze jours pour réaliser les paiements. Une allocation de chômage est versée au candidat par le gouvernement de l'Etat concerné en cas de retard dans l'attribution d'un emploi.

- **L'emploi doit être local** et situé dans les cinq kilomètres du lieu de résidence, faute de quoi des indemnités de transport doivent être versées ou le salaire doit être majoré de 10 pour cent.
- **Le système est flexible** et les travailleurs peuvent participer en fonction de leurs besoins.
- **Le paiement des salaires** doit être effectué, conformément au montant du salaire notifié, dans la semaine, et au maximum dans les quinze jours.
- **Les entrepreneurs privés et les machines** ne sont pas autorisés.
- **Les travaux à haute intensité de main-d'œuvre** ont un rapport entre coûts des salaires et coûts du matériel (y compris le travail qualifié et semi-qualifié) de l'ordre de 60/40.

TRANSPARENCE ET IMPUTABILITÉ

Les droits des travailleurs sont protégés par la transparence et des dispositions d'imputabilité publique:

- **Documents juridiques** comme les permis de travail des travailleurs, qui gardent trace des reçus des travailleurs.
- **Droit à l'information** par le biais d'une communication publique en amont et d'un libre accès à l'information pour les citoyens.
- **Audits sociaux** conduits par l'assemblée du village (*gram sabha*).
- **Mécanismes de réparation des préjudices.**
- **Amende** de 1 000 roupies (22 dollars) en cas de violation de la Loi.

EMPLOIS PRODUCTIFS RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

Le travail de la MGNREGA permet de générer des salaires et de créer des biens productifs. Les travaux possibles dans le cadre de la Loi d'après l'Annexe 1 sont, par ordre de priorité: (a) récupération et conservation de l'eau; (b) protection contre la sécheresse (y compris reboisement et plantation d'arbres); (c) canaux d'irrigation, ainsi que de petits travaux d'irrigation; (d) mise en place de dispositifs d'irrigation, de plantations horticoles et de

dispositifs d'aménagement du territoire pour les terres des ménages appartenant aux castes et tribus défavorisées, aux familles vivant sous le seuil de pauvreté, aux bénéficiaires de réformes agraires ou de la réforme Indira Awaas Yojana¹ du gouvernement d'Inde, aux exploitants petits et marginaux, tel que défini dans les réformes Effacement de la dette agricole et Régime de soulagement de la dette (2008); (e) rénovation des plans d'eau existants, y compris le désiltage de réservoirs; (f) aménagement du territoire; (g) travaux de contrôle et de protection contre les inondations, y compris le drainage de zones engorgées; (h) connectivité rurale pour permettre un accès quelles que soient les conditions météorologiques; et (i) tous autres travaux pouvant être identifiés comme des travaux possibles par le gouvernement central en consultation avec les gouvernements des Etats, comme actuellement la construction de centres de connaissances au niveau des villages et des quartiers (*Bharat Nirman Rajiv Gandhi Sewa Kendras*). Presque tous les travaux sont en lien avec la régénération des ressources et combattent des causes de pauvreté chronique comme l'érosion des sols, le manque d'eau et la dégradation des terres. En créant des emplois respectueux de l'environnement, les travaux de la MGNREGA constituent une stratégie d'adaptation au réchauffement climatique et contribuent au développement durable.

Encadré 1. Réduction de la vulnérabilité grâce à la Loi nationale de garantie de l'emploi en milieu rural

Le changement climatique implique des actions de réduction des impacts et d'adaptation. La Loi nationale de garantie de l'emploi en milieu rural contribue à l'adaptation. Le changement climatique a un impact différent sur chaque personne, et les personnes pauvres y sont les plus vulnérables. La MGNREGA, en encourageant les travaux pour la récupération de l'eau, la protection contre les inondations, le reboisement et la plantation d'arbres, permet de protéger les communautés locales contre les conséquences négatives du changement climatique. Selon les résultats de l'étude pilote conduite dans le district de Chitradurga dans l'Etat du Karnataka, le niveau des nappes phréatiques et de filtration de l'eau a augmenté, et l'amélioration de la fertilité du sol a permis l'augmentation de la productivité des terres. Les résultats avancent également une diminution de la vulnérabilité face au manque d'eau et de moyens de subsistance dans ces régions.

Source: Services environnementaux, Réduction de la vulnérabilité et conservation des ressources naturelles par les activités de la MGNREGA: Etudes de cas du district de Chitradurga (Environmental Services, Vulnerability Reduction and Natural Resource Conservation from NREGA Activities: Case Study of Chitradurga District), Institut indien des sciences, Bangalore.

IMPACT: PREMIÈRES TENDANCES ET PREMIERS RÉSULTATS

¹ *Indira Awaas Yojana* est un régime phare du ministère du Développement rural qui vise à apporter une assistance financière à la construction d'un logement aux personnes pauvres en milieu rural et vivant sous le seuil de pauvreté.

La MGNREGA, au cours de ses quatre années de rapide expansion qui l'ont vue passer de 200 à 619 districts, a obtenu d'excellents résultats, notamment: offrir un emploi à plus de 52 millions de ménages, ce qui a permis d'augmenter leurs revenus; apporter une perspective économique à des groupes défavorisés; diminuer l'exode rural; avoir un impact positif sur l'environnement géographique et écologique; et améliorer la connectivité des zones rurales (meilleures routes, infrastructures d'informations et de communication, etc.).

AUGMENTATION DE L'EMPLOI

Main-d'œuvre non qualifiée

Quand la MGNREGA a commencé à couvrir l'ensemble du pays en 2008-2009, elle a généré 2,16 milliards de journées de travail, et 2,83 milliards en 2009-2010. Le régime a offert un emploi à environ 52,5 millions de ménages.

Main-d'œuvre qualifiée

La MGNREGA a ouvert des perspectives d'emploi à grande échelle à une main-d'œuvre qualifiée au niveau des quartiers et des villages dans les zones rurales et ce, grâce au déploiement à grande échelle de responsables, d'ingénieurs, d'assistants pour les villages, de comptables, de responsables informatiques (par exemple, 0,18 million de *Gram Rozgar Sahayaks* ont été nommés au niveau des *gram panchayat*, de même que 23 102 assistants techniques, 6 966 comptables et 9 296 assistants informatiques au niveau des quartiers). Des perspectives d'emploi pour les travailleurs instruits et qualifiés se créent à la fois au niveau du système administratif du régime et indirectement sous la forme de débouchées d'activités ouvertes par la MGNREGA dans le réseau postal, la finance et les services de technologie de l'information et de la communication (TIC).

VALORISATION DES REVENUS

Au cours des étapes initiales, les salaires de la MGNREGA étaient indexés sur le salaire minimum des travailleurs agricoles. Or celui-ci a été augmenté dans la plupart des Etats, passant de 65 roupies (environ 1,40 dollar) à 91 roupies (environ 2 dollars) par jour entre 2006 et 2010.

CIBLAGE EFFICACE DES GROUPES DÉFAVORISÉS

La MGNREGA est conçue pour permettre d'accorder l'égalité des chances aux femmes dans l'accès au travail et à l'emploi public. Le taux de participation de la population active féminine a dépassé la norme minimum de 33 pour cent par an, atteignant 48 pour cent pour l'année fiscale 2009-2010 au niveau national.

Des études indépendantes montrent que les perspectives économiques créées par la MGNREGA induisent une tendance positive et l'autonomisation des femmes. Ce point s'illustre particulièrement dans l'émergence d'une identité féminine; dans la contribution croissante des femmes à la subsistance du ménage et à la prise de position pour les dépenses, notamment pour la nourriture, les biens de consommation, l'éducation des enfants et les soins de santé; ainsi que dans le remboursement des dettes. Les femmes commencent également à être plus actives dans la sphère publique rurale en assumant leur travail et leurs responsabilités. Les facteurs qui motivent l'implication des femmes au travail comprennent la disponibilité de travail local, une réduction des risques associés à la migration, la flexibilité dans le choix du travail et dans la participation, des salaires fixés et la parité des salaires avec les hommes, les bonnes conditions de travail comparées à d'autres options plus risquées, et enfin la régularité et la prévisibilité des horaires de travail. La suppression des entrepreneurs privés élimine les risques d'exploitation et de discrimination en fonction de la caste ou de la communauté, et permet ainsi de restaurer la dignité et l'estime de soi.

La MGNREGA est un exemple de la différence quantitative et qualitative observée dans un ménage en fonction de la source du revenu. Si c'est la femme qui apporte le revenu, cela améliore les chances des enfants, ce qui améliore à son tour les échanges intergénérationnels. La part de la population active composée de castes et tribus défavorisées était de 49 pour cent pour l'année fiscale 2009-2010. Des études professionnelles indépendantes ont corroboré le fait que la part de la population active est importante dans les groupes marginalisés.ⁱⁱ

Encadré 2. Dans le district de Villupuram, la garantie de l'emploi a changé la vie des femmes

La MGNREGA a également tenu sa promesse d'apporter des changements de premier ordre dans la vie des femmes. En effet, plus de 80 pour cent des travailleurs de la MGNREGA dans le district de Villupuram (et même dans l'Etat du Tamil Nadu dans son ensemble) sont des femmes. En tant que travailleuses agricoles, elles gagnent la somme dérisoire de 30 roupies par jour pour quatre ou cinq heures de travail harassant. Désormais, elles gagnent le salaire minimum de 80 roupies par jour avec la MGNREGA. Comme l'a dit Maheshwari de Pojarasur, «Quand nous travaillons en tant que travailleurs agricoles, nous gagnons 30 roupies par jour, mais cela ne nous mène nulle part. Depuis que nous avons commencé à travailler pour la MGNREGA, nous parvenons à gagner 400 roupies en une semaine. Pour la première fois, nous pouvons épargner.» Elle a mis une partie de ses gains de côté en prévision du prochain accouchement de sa fille. Krishnaveni, du village de Chinnanerkuppam (quartier de Mailam), a connu une histoire similaire. «Nous pouvons maintenant nous permettre d'emprunter, car nous savons que nous pourrions rembourser.» Pour la première fois de sa vie, elle a commencé à contribuer à un fonds de prêts entre particuliers (*chit fund*).

Source: Jean Drèze, The Hindu, 2 août 2007.

HAUSSE DES SALAIRES

À l'origine, les salaires étaient indexés sur les salaires minimums des travailleurs agricoles, le salaire minimum des travailleurs agricoles a considérablement augmenté dans tous les Etats, passant de 50 roupies par jour (environ 1 dollar) à 100 roupies par jour (environ 2 dollars) dans plusieurs Etats. Le salaire doit être indexé sur le coût de la vie pour donner un salaire réel de 100 roupies par jour. Les travailleurs ont donc un salaire assuré par la MGNREGA, ce qui leur permet de négocier avec les employeurs privés.

FLUX MIGRATOIRES

Les résultats d'études indépendantes indiquent que la mise en œuvre de la MGNREGA a fait baisser l'exode rural.

Encadré 3. Le régime stoppe l'émigration des travailleurs vers les zones urbaines dans l'Etat de l'Uttar Pradesh

La réussite de la mise en œuvre de la Loi nationale de garantie de l'emploi en milieu rural (MGNREGA) a permis de stopper l'exode rural des populations du district de Gorakhpur vers les zones urbaines et d'éviter qu'elles ne quittent leur village natal. «Après la mise en œuvre de la MGNREGA dans notre village, nous n'avons plus eu besoin d'aller dans les villes pour trouver du travail. Ici, nous pouvons réaliser de nombreux types de travaux, comme la construction de routes et le travail dans des usines de briques et de fossés de drainage. Ce régime nous a beaucoup aidés: nous pouvons maintenant prendre soin de notre famille et de nos terres en travaillant dans notre village», dit Murataza Hussain, un villageois. Il a ajouté que la prestation de perspectives d'emploi par la MGNREGA est un très bon rempart contre l'insécurité alimentaire. La MGNREGA garantit l'égalité des chances face à l'emploi et permet aux femmes de travailler.

«La mise en œuvre de la MGNREGA a aidé les gens de mon village. Ils n'ont plus besoin d'aller en ville pour trouver du travail, ils peuvent trouver un emploi sur place. Pour ce seul village, 360 permis de travail ont été octroyés», dit Laxmi Devi, un chef de village.

Source: <http://news.oneindia.in>

ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ

Les travaux de la MGNREGA comprennent le creusage d'étangs et de petites digues, l'aménagement du territoire et le reboisement. Des études ont confirmé le fait que les actifs créés grâce à la MGNREGA ont été propices à l'environnement géographique et écologique, ont été utiles et ont contribué à la régénération des ressources naturelles. Les résultats comprennent: une augmentation de la disponibilité de l'eau; un impact positif sur

l'agriculture grâce à une meilleure irrigation, ce qui a eu pour conséquences une plus grande diversité des récoltes et une double récolte, particulièrement sur les terres des tribus et castes défavorisées ainsi que celles des personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Les surfaces nettes irriguées ont aussi augmenté, ainsi que l'espace brut de récolte, car suffisamment d'eau d'irrigation a été retenue et le sol était suffisamment humide pour permettre une deuxième récolte (et même parfois une troisième). Les puits installés sur les terres de la MGNREGA ont rendu possible le prêt d'eau. Cela a apporté un revenu supplémentaire à ces ménages et les a aidés à résoudre le problème du manque d'eau potable. L'entretien de vieilles structures a aussi été effectué dans le cadre de la MGNREGA, apportant la possibilité de réhabiliter les biens communs.

La MGNREGA peut à juste titre être décrite comme un acte écologique, car elle équilibre les actions humaines et les ressources naturelles. Les activités de la MGNREGA ont le potentiel pour apporter des services environnementaux en conservant et en valorisant les ressources naturelles.

Encadré 4. Gestion de l'eau par le biais d'une valorisation rurale participative

Le village d'Astapara, dans le district de West Mednipur, Etat du Bengale-Occidental, souffre d'une grave pénurie d'eau, ce qui a des conséquences négatives sur son agriculture. Pour bénéficier de la MGNREGA, les villageois ont développé un modèle participatif d'utilisation des ressources. Une carte du village a été peinte sur le sol pour aider les villageois à identifier ce qu'ils considéraient être des priorités pour leur communauté. Une analyse de l'écosystème local a révélé que les problèmes liés à l'eau pourraient être résolus en recreusant et en remettant en place une digue de récupération des eaux pleines de limon à Raibandh. Une réunion s'est tenue avec le magistrat du district. Pour la première fois, les habitants d'Astapara ont présenté leurs plans de développement et décidé des travaux de développement nécessaires.

L'administration a cautionné le projet d'un coût de 900 000 roupies indiennes (19 000 dollars) et s'intégrant dans le cadre de la MGNREGA. Le sol creusé était de bonne qualité et a permis d'améliorer les routes du village sans engendrer de coûts supplémentaires. Les travaux ont permis une implication active du comité *Unnayan* du village, ainsi que du *Gram Panchayat*. Des installations supplémentaires pour les travailleurs, comme des camps sanitaires, ont été mises en place sur chacun des chantiers. Un suivi régulier a également été conduit pour garantir une meilleure transparence et une meilleure imputabilité des travaux mis en œuvre dans le cadre du régime.

Avant l'arrivée de la MGNREGA dans cette communauté, les décisions étaient toujours prises par quelques groupes influents et ne bénéficiaient pas à l'ensemble de la communauté. Ce processus participatif a aidé les habitants à donner leur avis et à prendre leur vie en main.

Source: Rozgar Sutra 2009, ministère du Développement durable. Histoire rapportée par le gouvernement du Bengale-Occidental.

EXPANSION DE LA CONNECTIVITÉ

La MGNREGA améliore la connectivité rurale de plusieurs manières.

Routes rurales

Des routes praticables par beau temps relient ces zones de l'arrière-pays non concernées par des programmes de réseaux ruraux plus importants, et bénéficient notamment à des hameaux clairsemés. Des routes internes aux villages et des fossés de drainage ont également été commencés. Cela apporte à ceux-ci un lien vital avec les marchés, les écoles et les services de santé.

Intégration financière

Quatre-vingt-dix millions de comptes ont été ouverts dans les banques et les bureaux de poste pour le paiement des salaires des travailleurs de la MGNREGA, ce qui en fait le plus grand régime d'intégration financière pour les personnes pauvres en milieu rural. Ces comptes ont aussi encouragé l'épargne chez les familles les plus pauvres. Enfin, le paiement des salaires par le biais des comptes de travailleurs a permis de réduire la fuite des paiements.

TIC dans les zones rurales

L'atteinte des régions très isolées et l'aplanissement des niveaux de gestion pour l'efficacité et la transparence ont eu pour conséquences le renforcement des infrastructures TIC dans les zones rurales. Actuellement, 92 pour cent des bureaux de quartier ont des ordinateurs, et 55 pour cent une connexion internet. Les Etats ont pu étendre les installations TIC au niveau des *gram panchayat* pour rendre les centres de ressources et de connaissances de villages nouvellement proposés compatibles avec les TIC, et pour en faciliter l'accès des citoyens, ce qui leur permet d'accéder à des informations et de faire valoir leurs droits. Dans ce but, au cours des dernières années, la MGNREGA a été particulièrement active dans la promotion des innovations en matière de TIC, notamment la biométrie, les appareils portatifs à bas coût et les distributeurs automatiques, tout cela permettant aux personnes pauvres en milieu rural de faire valoir leurs droits. Soutenue par des ressources financières et encouragée par une garantie juridique la guidant vers les zones non encore concernées, la MGNREGA apparaît comme une stratégie accélérée de connexion des personnes et des zones pauvres avec d'importantes possibilités.

Encadré 5. Informations et suivi: TIC pour les droits, la gouvernance et la transparence

Au bureau du conseil du village ou *Panchayat Samiti*, quartier de Suwarna, district de Bhilwara, Etat du Rajasthan, les paroles d'une chanson résonnent depuis une arrière-salle: *dhole gethi pavdo ladere nrega me chal bhilwara mandade re* (achète-moi une pelle et un instrument de découpe et conduis-moi à un bureau d'inscription des travaux du NREGP (Programme national de garantie de l'emploi en milieu rural - *National Rural Employment Guarantee Programme*)) tandis qu'un groupe de travailleurs du NREGP fait la queue devant un kiosque d'informations à écran tactile. Le besoin d'informations a attiré de nombreux travailleurs au bureau du *Panchayat Samiti*. Grâce à une technologie biométrique ou reposant sur les empreintes digitales, les travailleurs peuvent, grâce aux kiosques d'informations, accéder à des informations à jour sur l'état de leur candidature, le nombre de jours travaillés, le paiement des salaires dus et, tout aussi important, des informations sur les travaux actuellement en cours dans les districts environnants. De plus, c'est un portail pratique et rapide pour inscrire les villages dans le MGNREGA. Toutes les informations dont le travailleur a besoin peuvent être envoyées par SMS à son numéro de téléphone portable.

Rekha Devi, un travailleur de la MGNREGA âgé de 33 ans, dit: «Le fait d'avoir ces informations au bout de mon téléphone me fait sentir plus indépendant. Je n'ai pas besoin de me reposer sur qui que ce soit pour avoir des informations sur le régime.» Près de 4 000 personnes sont inscrites dans les 10 villages utilisant la technologie biométrique. Ranjeeta, membre du quartier au *Gram Panchayat* de Swana, l'impact potentiel sur la gouvernance est colossal. «La possibilité d'accéder aux informations si facilement ôtera de nombreuses craintes liées à la corruption dans le MGNREGA. Notre objectif est que chaque travailleur puisse connaître suffisamment ses droits pour pouvoir voir le superviseur du site ou le responsable et lui demander des informations,» dit-elle.

Source: Projet pilote d'innovation à Bhilwara, Rajasthan.

DÉFIS DE MISE EN ŒUVRE

Les prérequis pour la mise en œuvre effective de la Loi sont:

- **La capacité des personnes à faire valoir leurs droits.** Dans ce cas, un manque d'alphabétisation, d'organisation ou de ressources, ainsi que la hiérarchie sociale existante, sont un frein à la valorisation des droits.
- **La capacité du système administratif à planifier, mettre en œuvre et faire appliquer** les projets. Les mécanismes actuels de distribution des prestations des institutions sont souvent limités en matière de ressources et de capacités.
- **Les systèmes d'imputabilité et de transparence.** Ce sont les deux principaux défis étant donné les capacités limitées du côté de l'offre comme de la demande.
- **Le budget adéquat.** Une loi reposant sur la demande défie les systèmes budgétaires existants en termes de processus et de capacité de financement.

INNOVATIONS POLITIQUES

Les innovations politiques ont évolué pour répondre aux défis opérationnels. La conception de la MGNREGA équilibre la flexibilité et le cadre normatif.

DÉCENTRALISATION

Pour gérer un programme à grande échelle réparti sur 260 000 villages, la décentralisation a été l'un des principes centraux de l'administration, les institutions du *Panchayati Raj* ou corps locaux jouant le rôle principal dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des projets. L'institution au niveau du village, ou *gram panchayat*, implique la communauté locale dans l'identification des projets et dans la réalisation des audits sociaux au cours de *gram sabhas* ou réunions de l'assemblée du village. Dans le cadre de la MGNREGA, des fonds, des fonctions et des fonctionnaires ont été attribués aux *gram panchayat*. Au cours de l'année fiscale 2008-2009, la moyenne des fonds disponibles par *gram panchayat* était de 1 500 000 roupies (environ 33 000 dollars) pour les travaux de la MGNREGA; les dépenses moyennes par *gram panchayat* étaient de 1 100 000 roupies (environ 24 000 dollars).ⁱⁱⁱ Cela correspond à une augmentation de 90 pour cent par rapport au montant que recevaient les *gram panchayat* dans le cadre des programmes d'emploi public précédents. La MGNREGA a permis de renforcer la gouvernance locale.

La décentralisation a eu pour conséquence la mobilisation d'instances locales dans la mise en œuvre de la MGNREGA. En termes de coûts dans le cadre de la MGNREGA, au moins 50 pour cent des travaux sont mis en œuvre par les *gram panchayat*. Dans la plupart des Etats, près de 90 pour cent des travaux sont exécutés par les *gram panchayat*. Cette implication des *gram panchayat* dans la mise en œuvre de la MGNREGA a mobilisé la population active locale. Comme les villageois sont impliqués dans la planification, la mise en œuvre et l'exécution des projets, ils se les approprient plus facilement.

MOBILISATION SOCIALE

Les initiatives de mobilisation sociale comprennent des processus de communication multimédia et sur la culture locale, des assemblées de villages, des sondages porte-à-porte, des conventions de travailleurs et des campagnes de sensibilisation sur la loi.

LANCEMENT DES TRAVAUX À GRANDE ÉCHELLE

La principale parmi les stratégies de mobilisation des travailleurs et de sensibilisation à propos de la MGNREGA a été celle de l'ouverture des travaux à tous les *gram panchayat* et villages. Pour cela, les fonds doivent être facilement disponibles aux *gram panchayat* pour permettre un lancement rapide des travaux.

INNOVATIONS SUR LES CHANTIERS

Un certain nombre d'innovations sur les chantiers ont eu lieu pour améliorer la gestion des travaux. Des études d'ergonomie des travaux pour définir des grilles de salaires réalistes pour les travaux à haute intensité de main-d'œuvre dans différentes conditions géomorphologiques ont été conduites dans le but de permettre des gains salariaux appropriés. Les personnes au niveau local, y compris les femmes, ont été formées comme responsables de chantier pour améliorer l'exécution des travaux et les gains salariaux. Sur les chantiers, des démonstrations sur l'exécution des travaux et les mesures ont été introduites dans certains districts pour former les travailleurs.

Encadré 6. Le district de Jalore, dans l'Etat du Rajasthan, assure une meilleure transparence dans la mise en œuvre de la loi grâce à des responsables femmes

Près de 1 000 femmes superviseurs de chantiers (connues sous le nom de responsables) ont été formées et déployées sur les chantiers du district de Jalore pour assurer une meilleure transparence dans la mise en œuvre de la Loi nationale sur la garantie de l'emploi rural. C'est une avancée considérable, car le district a l'un des taux d'alphabétisation les plus faibles de l'Etat, avec seulement 28 pour cent des femmes sachant lire et écrire. Le suivi initial de la loi et les inspections de chantier ont démontré que le salaire moyen dans le district de Jalore était bien inférieur au salaire minimum de l'Etat du Rajasthan: 45 roupies contre 73. Dans cet Etat, le montant des salaires est proportionnel au travail produit. Si la mesure combinée d'un chantier est inférieure à celle calculée par la grille de salaires et le nombre de travailleurs, les salaires moyens baissent. Grâce à une évaluation participative, il a été observé que la répartition des travaux sur les sites était inégale entre les travailleurs, et que la culture de travail qui prévalait permettait à certains d'obtenir des résultats en dessous du seuil, ce qui faisait baisser le résultat collectif. La vraie difficulté était de permettre aux travailleurs honnêtes de toucher le salaire qu'ils méritaient.

Le district a introduit un système de mesure des tâches par groupe. Avec ce système, les travailleurs sur le chantier étaient répartis par groupes de cinq et une mesure était prise pour chaque groupe. Un tel système permet d'identifier ceux qui ne jouent pas le jeu et d'encourager le travail. Cependant, il nécessite un suivi attentif et, avec un personnel limité, il est impossible de concevoir une inspection quotidienne de chaque chantier.

Des responsables ont été chargés du suivi et de la mesure du travail produit chaque jour, et l'administration a décidé de donner la priorité aux femmes dans le recrutement. Des femmes ayant un diplôme d'école primaire ont été sélectionnées et formées grâce à des ateliers d'orientation systématique et des démonstrations sur les chantiers. On leur a également donné des calculatrices pour faciliter les calculs sur le chantier. Ces ateliers de renforcement des capacités ont non seulement apporté des compétences de gestion efficace, mais ont également permis à ces femmes de gagner en confiance.

Les résultats ont été immédiats et importants. Entre mai et décembre 2007, le salaire moyen dans le district est passé de 45 à 70 roupies. De plus, les responsables femmes étaient mieux à même de tenir à jour les registres, et de réaliser des mesures et de noter l'assiduité quotidiennement. Cela a été une avancée considérable pour ces femmes.

Source: <http://www.nrega.nic.in>

INSTALLATIONS SUR LES CHANTIERS

Les installations sur les chantiers doivent disposer de crèches, d'eau potable et d'un kit de premiers secours.

ACCENT MIS SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le développement durable est un objectif visé par au moins quatre composantes clés.

Activités qui régénèrent les ressources naturelles

Les travaux autorisés rechargent intrinsèquement le sol et l'eau, contribuant au rendement des terres, à la disponibilité de l'eau et à la connectivité rurale, qui sont les trois besoins principaux de développement dans les zones rurales. Dans son étude^{iv}, l'Institut indien des Sciences (*Indian Institute of Science – IISc*) de Bangalore décrit les travaux de la MGNREGA comme des travaux de sécurité de désiltage des sols qui régénèrent les ressources naturelles et restaurent l'équilibre écologique nécessaire au développement durable.

Entretien

L'entretien des actifs et les activités répétées visant à maintenir les bénéfices créés sont autorisés dans le cadre de cette loi.

Propriété individuelle

Encourager la propriété individuelle en la mettant en lien avec le travail de la ferme aide à augmenter la productivité agricole et la valeur ajoutée. Des travaux de la MGNREGA peuvent être effectués sur les terres individuelles de tribus et castes défavorisées, sur celles de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté ainsi que sur celles d'exploitants petits et marginaux. Cela a des résultats positifs observés, notamment à travers des dans les systèmes de récoltes améliorés et des productions plus importantes. L'aménagement du territoire, les puits creusés, les plantations et le travail sont des contributions de la MGNREGA. Les pompes, les semis, les pesticides, etc., proviennent d'autres régimes ou des économies ou prêts personnels des paysans.

Convergence

La MGNREGA offre une bonne base pour une convergence planifiée des investissements. Des directives de convergence ont été publiées avec des programmes sur la forêt et l'environnement, les ressources en eau, l'agriculture, le partage des eaux et les routes. La convergence inclut le renforcement premier du travail de la terre dans le cadre de la MGNREGA; la planification spatiale; l'intégration d'activités multiples comme le partage des eaux et l'horticulture; la valeur ajoutée comme la pêche dans des réservoirs de la MGNREGA, le lombricompostage et la culture des champignons; et enfin la sériculture sur les terres développées, irriguées et ensemencées dans le cadre de la MGNREGA, notamment les terres individuelles concernées par cette loi.

Encadré 7. Le district de Betul, dans l'Etat du Madhya Pradesh, gère les ressources pour le futur grâce à un reboisement efficace

Dans le cadre de la MGNREGA, la communauté du village de Deopur Kotami a développé 45 hectares d'espace forestier pour planter des arbres fruitiers et des légumes. Le travail de reboisement a été entrepris par quatre groupes d'entraide comptant en tout 40 membres. Des étangs et des systèmes de récupération ont également été créés pour garantir un bon approvisionnement en eau. Chaque membre gère environ un hectare de terrain et peut vendre sa production sur le marché local.

Les villageois ont pu vendre pour 30 000 roupies de légumes sur le marché local et ont également créé des liens avec les écoles locales grâce au régime visant à l'amélioration des repas scolaires. De plus, ces groupes ont été formés à de nouvelles techniques de culture et ont appris à faire pousser des fleurs et des arbres à soie.

Les habitants du district de Betul ont non seulement trouvé du travail dans leur propre village, mais se sont également assuré une source stable de revenus.

Source: Rozgar Sutra 2009, ministère du Développement rural. Histoire rapportée par le gouvernement du Madhya Pradesh.

LES TRAVAILLEURS DE LA MGNREGA BÉNÉFICIAIRES DE PRESTATIONS SOCIALES SUPPLÉMENTAIRES

La proposition d'apporter à tous les travailleurs de la MGNREGA une couverture maladie dans le cadre du *Rashtriya Swasthya Bima Yojana* (RSBY), un régime national d'assurance maladie destiné à des catégories spécifiques de bénéficiaires, est actuellement pris en considération. Le ministère espère également identifier un membre par ménage comme candidat possible pour le développement des compétences et un programme de placement dans le cadre de la Mission nationale pour les moyens de subsistance. La convergence entre la MGNREGA et le Régime intégré de développement des enfants (*Integrated Child Development Scheme – ICDS*), ayant pour but la prestation de services sociaux destinés aux femmes et aux enfants sur les chantiers, est également encouragée.

APPUI ADMINISTRATIF

Le pouvoir central détermine les dépenses administratives qu'il finance entièrement. Actuellement, les Etats peuvent générer des dépenses administratives allant jusqu'à 6 pour cent du coût total des régimes pour le personnel et les processus tels que le suivi, la formation, l'information, l'éducation et la communication, les audits sociaux et les systèmes d'information de gestion.

TRANSPARENCE ET IMPUTABILITÉ

La transparence a été traduite dans la Loi par des documents et des processus:

- En termes de processus, le droit à l'information a été intégré à la MGNREGA d'au moins trois façons. D'abord, la Loi stipule que toutes les informations doivent être placées dans le domaine public de façon anticipée. Ensuite, toutes les informations demandées doivent être fournies gratuitement. Enfin, les audits sociaux faits par les assemblées de villages (*gram sabha*), qui vont au-delà du droit à l'information, garantissent l'imputabilité et recherchent des mesures correctrices. Le contrôleur et vérificateur général réalise également des audits des régimes.
- Pour la réparation des préjudices, des médiateurs de district sont mis en place en tant qu'autorités indépendantes de gestion des préjudices, ils peuvent exiger du gouvernement de l'Etat qu'il redresse les situations et pénalise les contrevenants, et peuvent remplir des rapports préliminaires sur ces derniers. Bien que le médiateur n'ait pas de pouvoir juridique, il pourra cependant sensibiliser les habitants sur leurs droits et obliger le système administratif à les appliquer.

SYSTÈME D'INFORMATION DE GESTION EXPLOITABLE SUR INTERNET

Un système d'information de gestion (SIG) exploitable sur internet et disponible sur le site www.nrega.nic.in, systématise un vaste réseau de fonctionnaires sur le terrain, d'organes locaux et de travailleurs grâce à un moteur de déroulement des opérations cohérent et centralisé qui englobe le pays entier. Un couplage serré des entrées empêche les saisies arbitraires. Le logiciel SIG fonctionne également hors ligne et peut être personnalisé en fonction des exigences et des langues locales.

Le SIG est une base de données sur les ménages qui enregistre toutes les informations sur la demande d'emploi, les travaux effectués, le montant gagné et les journées de travail effectuées. Les fonds peuvent être suivis depuis le point d'approbation au niveau du pouvoir central jusqu'au point de dépense au niveau du village. Une liste des carences et des manquements aux garanties implique des actions administratives. Une option de fonctionnement avec sons et icônes permet aux travailleurs d'interagir.

CENTRES DE RESSOURCES SUR LES CONNAISSANCES

Des infrastructures physiques sont nécessaires à une transaction transparente des droits dans lesquelles les obligations doivent être remplies en un temps limité. Cela est facilité par l'intégration au sein des travaux autorisés de la construction de centres de ressources sur les connaissances au niveau du *gram panchayat* et du quartier, avec des installations TIC

visant à apporter l'appui de ressources infrastructurelles pour les processus de la MGNREGA centrés sur les citoyens.

SERVICES FINANCIERS DE PROXIMITÉ POUR LES ZONES RURALES

Des efforts sont fournis pour étendre le modèle d'activité actuel aux zones ne bénéficiant pas de services bancaires et pour introduire la biométrie par le biais d'appareils portatifs afin d'apporter aux travailleurs une solution à toutes les étapes, de la candidature au paiement en passant par la participation.

SUIVI ET ÉVALUATION

La MGNREGA est suivie de près par des mécanismes de suivi interne et externe.

Suivi interne

Le retour sur la mise en œuvre des programmes est discuté et analysé avec les gouvernements des Etats au cours d'une réunion trimestrielle du Comité de révision des résultats ainsi que par des visites sur le terrain et des révisions régulières au niveau des Etats.

Suivi externe

Des contrôleurs indépendants au niveau national suivent régulièrement la MGNREGA. Le Conseil central de garantie de l'emploi, un mécanisme institutionnel dont l'autorité est conférée par la loi, suit également le régime. Le contrôleur et vérificateur général réalise quotidiennement des audits des rapports des médias pour le suivi avec les Etats. Les méthodes innovantes d'évaluation comprennent les points suivants:

- Le **réseau institutionnel professionnel** est un réseau d'institutions, dont l'Institut indien de gestion, l'Institut indien de technologie, des universités agricoles, des groupes de réflexion, des organisations de la société civile et d'autres instituts professionnels. C'est une structure intégrée de formations, de suivi parallèle, d'évaluation, de diagnostics sur les contraintes de mise en œuvre et de recommandations sur des solutions d'actions et des interventions durables.
- **100 citoyens éminents** ont été choisis pour assurer le suivi du régime.
- La **ligne nationale d'assistance**, fonctionnant avec les TIC, est utilisée pour enregistrer les réclamations et y répondre efficacement et rapidement.

SYSTÈMES FINANCIERS

Partage central de l'assistance financière

Le modèle de l'assistance venant du pouvoir central, tel que défini par la Loi, est un moyen très important d'inciter les Etats à mettre en œuvre le programme. Le centre prend en charge 90 pour cent des coûts, et 100 pour cent des frais administratifs dans la limite autorisée, pour l'application de la Loi.

Budgets de travaux fondés sur la demande

Le budget est fondé sur le principe de la demande, et non sur des allocations fixes. Une provision budgétaire initiale est faite et peut être augmentée si la demande de travail augmente. Les budgets de travail sont préparés par les districts et discutés pour évaluer les fonds ainsi que les travaux nécessaires pour répondre à la demande de travail estimée. Les projections budgétaires pour le travail se trouvent sur le site internet de la MGNREGA et sont accessibles à tous. Pour la première attribution d'assistance par le pouvoir central, le budget pour le travail estimé est un financement initial de six mois. A mesure que la saison de travail avance et que les véritables tendances de la demande se dessinent, l'assistance centrale est apportée en fonction de ces tendances ainsi que des tendances de la saison précédente.

Financement de l'Etat

Les Etats ont également été encouragés à mettre en place un financement de l'Etat géré par une agence autorisée (comme une société enregistrée) de sorte que les fonds venant de l'Etat central soient transférés aux Etats puis aux districts en fonction de la demande.

Engagement des ressources budgétaires

La garantie juridique a contraint l'allocation de ressources financières au programme; même quand l'économie s'est ralentie à la suite de la crise mondiale, l'appui budgétaire de la MGNREGA s'est maintenu. Ce dernier était de 401 milliards de roupies (environ 8,77 milliards de dollars) pour l'année fiscale 2010-2011, alors qu'il était de 391 milliards de roupies (environ 8,55 milliards de dollars) pour l'année fiscale 2009-2010. Le chiffre a augmenté d'entre 139 à 156 pour cent par rapport aux programmes d'emploi public précédents et la moyenne des flux par district est passée à 810 millions de roupies (environ 17,73 millions de dollars) avec la MGNREGA, contre 310 millions de roupies (environ 6,79 millions de dollars) avec les programmes d'emploi public précédents.

Structure d'incitation et de dissuasion

L'assistance du pouvoir central vise à créer des emplois. Les allocations de chômage, pour les cas où l'Etat fédéré ne parvient pas à offrir un emploi au candidat, sont à la charge des Etats.

PARTAGE DES ÉTUDES, DE LA DOCUMENTATION ET DES CONNAISSANCES

Des études indépendantes ont été menées et sont disponibles sur le site www.nrega.nic.in. Des études de cas documentent les meilleures pratiques pouvant être reproduites. Des films et des documents d'introduction contribuent aux ressources de connaissances pour l'apprentissage par les pairs. Le réseau de connaissances numériques a été mis en place pour relier les intervenants et les politiciens pour des enquêtes opérationnelles, la résolution de problèmes ainsi que la diffusion des meilleures pratiques et des solutions locales.

LEÇONS IMPORTANTES À TIRER DE LA MGNREGA

La MGNREGA démontre qu'un programme de protection sociale fondé sur les droits peut évoluer et devenir une plateforme pour l'autonomie sociale et le développement durable, et atténuer les risques futurs en ne se contentant pas de réduire les vulnérabilités face à l'adversité économique et naturelle, mais en construisant également les ressources qui donnent au peuple l'autonomie de faire des choix plus équitables et libérateurs. Certains enseignements peuvent être tirés de la MGNREGA.

IMPULSION ET CADRE POLITIQUE

- L'appropriation et la volonté politiques sont nécessaires.
- Un cadre de protection sociale doit être partie intégrante d'une politique de croissance inclusive et ne doit pas uniquement être la réponse à une crise.
- Un cadre juridique fondé sur les droits avec une flexibilité opérationnelle accélère les actions de l'Etat envers les groupes les plus vulnérables.

GOUVERNANCE

Renforcement administratif

- L'appui professionnel doit être assuré à tous les niveaux.
- Chacun devrait avoir droit à une formation de grande qualité.
- Le personnel doit avoir droit à un emploi stable.
- La restructuration des processus, et la démythification et la simplification des procédures sont nécessaires. Les TIC, les ONG et les réseaux professionnels doivent aider à atteindre ces objectifs.

- De forts systèmes de suivi interne et externe ainsi que des études parallèles aident les mesures de diagnostic et de réparation.
- Des engagements budgétaires garantis et un transfert adéquat des fonds sont nécessaires.
- La décentralisation permet la transparence, l'imputabilité et la participation des parties prenantes. Elle doit être accompagnée de normes déterminantes et d'une intégration structurelle des différentes agences, avec des rôles bien définis et des mécanismes de coordination.

Imputabilité et transparence

- Des réseaux professionnels indépendants créent un espace public pour la surveillance des performances.
- Les audits sociaux sont efficaces pour la transparence et l'imputabilité, et la participation des travailleurs doit être assurée.
- Les TIC démystifient le système et font tomber les barrières pour la participation des parties prenantes.
- La séparation des fonctions entre les agences pour la mise en œuvre et l'attribution assure l'efficacité et l'imputabilité.
- Des mécanismes indépendants de réparation des préjudices doivent faire partie intégrante de la conception.

Durabilité

- Le principe élémentaire, qui doit être reflété dans les processus de sélection, le travail et les salaires, est l'équité.
- La capacité des travailleurs à jouir de leurs droits doit être intégrée dans la conception.
- Pour que la planification des projets soit possible, il faut intégrer un processus participatif et les technologies appropriées.
- Les programmes d'emploi public doivent s'aligner avec d'autres politiques de protection sociale et d'emploi.
- Un processus de convergence impliquant les ressources naturelles, la productivité, le développement humain (santé, éducation), la couverture des risques (décès, maladie) et l'éventail des compétences doivent faire partie de la conception du projet.
- Les programmes doivent être rationalisés en intégrant des stratégies et des ressources pour être abordables et de qualité.

Vue d'ensemble nationale de la MGNREGA

	(AF* 2006-2007)	(AF 2007-2008)	(AF 2008-2009)	(AF 2009-2010)
	200 Districts	330 Districts	615 Districts	619 Districts
Emplois fournis aux ménages	21 millions	33,9 millions	45,1 millions	52,5 millions
JOURNÉES DE TRAVAIL (en millions)				
Total	905	1 435,9	2 163,2	2 825,8
SC*	229,5 [25%]	393,6 [27%]	633,6 [29%]	863,1 [31%]
ST*	329,8 [36%]	420,7 [29%]	550,2 [25%]	585,7 [21%]
Femmes	367,9 [41%]	611,5 [43%]	1 035,7 [48%]	1 374,0 [49%]
Autres	345,6 [38%]	621,6 [43%]	979,5 [45%]	1 376,9 [49%]
Nombre moyen de journées de travail par ménage	43 jours	42 jours	48 jours	54 jours
DÉTAILS FINANCIERS				
Dépenses budgétaires (en milliards de roupies)	113	120	300	391
Dépenses centrales (en milliards de roupies)	86,41	126,10	299,40	335,07
Total des fonds disponibles (y compris le budget original) (en milliards de roupies)	120,74	193,06	373,97	495,30
Dépenses (en milliards de roupies)	88,23	158,57	272,50	379,38
Salaire moyen par jour	65 roupies	75 roupies	84 roupies	91 roupies
DÉTAILS DES TRAVAUX				
Total des travaux entrepris (en millions)	0,84	1,79	2,78	4,60
Total des travaux terminés (en millions)	0,39	0,82	1,21	2,09
Conservation de l'eau	[54%]	[49%]	[46%]	[51%]
Prestation d'installations d'irrigation sur les terres de SC/ST/BPL/S&MF et bénéficiaires de la IAY*	[10%]	[15%]	[20%]	[17%]
Connectivité rurale	[21%]	[17%]	[18%]	[17%]
Aménagement du territoire	[11%]	[16%]	[15%]	[14%]
Autres activités	[4%]	[3%]	[1%]	[2%]

* AF = Année fiscale; SC = Castes défavorisées; ST = Tribus défavorisées; BPL = Personnes vivant sous le seuil de pauvreté; S&MF = Petits exploitants et exploitants marginaux; IAY = Indira Awaas Yojana.

ⁱ Commission nationale des entreprises des secteurs non syndiqués, rapport sur les conditions de travail et la promotion des moyens de subsistance dans les secteurs non syndiqués, gouvernement indien.

ⁱⁱ Une liste des études sur la MGNREGA commissionnées par le ministère du Développement rural, y compris des liens, est disponible à l'adresse suivante: <http://www.nrega.net/pin/pin-members-and-coverage/>.

ⁱⁱⁱ <http://www.nrega.nic.in>

^{iv} *Environmental Services and Vulnerability Reduction through NREGA* (Services environnementaux et réduction de la vulnérabilité grâce à la MGNREGA), Prof. Ravindnath, Institut indien des sciences, Bangalore.